

COP 24 : Les petits Etats insulaires : leur cri d'alarme

L'existence des États insulaires est menacée à court terme à la fois par la montée du niveau des océans, par son réchauffement et son acidification. Très inquiétants, les épisodes de canicule maritimes ne cessent de se multiplier dans les océans et auraient augmenté de plus de 50% depuis 1925.

A la veille de la COP24, les petits Etats insulaires ont donc lancé un cri d'alarme, étant « *en première ligne* » du changement climatique. « *Nous sommes en première ligne, mais c'est un problème global, qui ne peut être réglé qu'au niveau mondial* », a insisté Amjad Abdulla, négociateur en chef pour l'Alliance des petits Etats insulaires (Alliance of Small Island States, AOSIS). « *Nos îles sont menacées. Nous faisons plus que ce qui nous incombe, avec nos moyens limités* », a protesté celui qui représente cette quarantaine de nations allant des Maldives aux Bahamas en passant par Singapour, éparpillées sur tous les océans.

Ces pays petits États insulaires, comme de nombreux pays les moins avancés (PMA) sont les plus vulnérables face aux changements climatiques ; ils sont aussi les plus ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Leur engagement est de plus en plus important à chaque nouvelle COP. Leur participation à la COP24 a été massive (voir la [représentation des délégations](#)). Par exemple la délégation de [406 participants guinéens](#) est supérieure en nombre à celles des États-Unis, de l'Espagne, du Royaume Uni, de l'Italie et de la France réunis .

A la COP24, les Petits Etats insulaires et les pays du **forum des pays vulnérables** (*Climate Vulnerable Forum* <https://thecvf.org/>), composé d'une quarantaine de pays, ont relevé encore leur ambition avant 2020 d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables dans leur mix énergétique. Mais cet engagement est tributaire de l'aide internationale. Notamment du Fonds vert pour le climat de l'ONU, dont l'accord de Paris a entériné l'objectif collectif de mobiliser [100 milliards de dollars par an](#) d'un financement public et privé, pour aider les pays les plus pauvres à réduire leurs émissions de GES et à renforcer leur résilience aux conséquences d'un réchauffement du climat. Or ce financement est le sujet de tensions récurrentes qui ont conduit à la paralysie du Fonds vert pour le climat durant l'été 2018 après l'arrêt de la contribution des Etats-Unis décidé par Donald Trump. Ces tensions ont porté sur le fait que les pays riches comptent trop sur le secteur privé plutôt que sur l'engagement public des Etats.

« *Notre message à la communauté internationale, c'est que nous n'avons pas les moyens financiers, technologiques ou humains de limiter le réchauffement climatique. Nous avons besoin de la coopération internationale afin de tous pouvoir survivre sur nos îles* », a lancé Ali Naseer Mohamed, président des Maldives et négociateur en chef de l'Alliance des petits Etats insulaires ([l'AOSIS](#)).

[Deux enfants resteront le symbole des petits Etat insulaires :](#)

A la COP24, deux enfants, Timoci Naulusala des îles Fidji et Hanna Wojdowska de Pologne ont lu, le 12 décembre, [l'appel de Talanoa](#) devant l'assemblée plénière des 197 Etats membres de la Convention sur le climat réunis à Katowice. Dun côté Timosi Naulusala le petit fidjien dont l'État insulaire symbolise les victimes du réchauffement climatique et appelle à débloquer les fonds d'aide internationale ; de l'autre Hannah Wojdowska, la petite polonaise, dont le pays se classe parmi les plus gros pollueurs avec un mix à 80% dépendant du charbon du fait notamment de la pression du puissant syndicat de mineurs Solidarnosc dont la présence à Katowice [manifeste l'opposition](#). La République des Fidji avait initié le Dialogue de Talanoa¹, lors de la COP 23 dont elle était l'hôte. Et la

¹ Pendant un an, gouvernements, villes, industriels, Ong, membres de la société civile ont réfléchi au futur qu'ils voulaient en répondant à ces trois questions: où en sommes-nous? Où voulons-nous aller? Comment y aller? Le texte de synthèse préparé par les gouvernements fidjiens et polonais est un vibrant appel à agir dès à présent pour limiter les températures mondiales à 1,5°C. Le rapport du GIEC est la base du rapport.

présidence polonaise à la Cop24 a été chargée de la rédaction du *Rulebook* qui doit déterminer les modalités de mise en œuvre des ambitions de l'Accord de Paris.

Les principaux points de négociations climatiques des Petits Etats insulaires et vulnérables:

- **Intensifier le battage médiatique et la mobilisation internationale avec les ONG qui suivent ces négociations climatiques depuis des années:**
« Ensemble, nous devons reconnaître la gravité du défi auquel nous sommes confrontés – et la nécessité de multiplier par cinq nos contributions déterminées au niveau national collectives – avoir cinq fois plus d'ambition, cinq fois plus d'actions - si nous voulons atteindre l'objectif de 1,5°C », a déclaré le Premier ministre fidjien, S.E. Frank Bainimarama;
- **Inscrire les thèmes de la souveraineté des Terres des peuples autochtones et des petits paysans :** L'ONG CCFD Terre Solidaire se bat pour que la souveraineté alimentaire soit inscrite dans le manuel d'application pour éviter que des paysans se fassent chasser de leurs terres. Il y a en effet une pression sur les terres parce qu'elles peuvent servir de puits de carbone. « On est très pessimistes sur le fait que la sécurité alimentaire puisse revenir. Pourtant c'était quelque chose sur lequel on s'était énormément battus. Au moment de l'accord de Paris, on avait réussi à obtenir l'inscription de la sécurité alimentaire dans le préambule de l'accord. Pour nous, tout l'enjeu, depuis trois ans, était que les Etats seraient obligés de justifier quelle politique publique ils ont mis en place pour préserver la souveraineté alimentaire des peuples. »
- **Mobiliser les négociateurs pour reconnaître le rôle des scientifiques du groupe des experts de l'ONU (Giec) dans la lutte contre les changements climatiques.** A la Cop24, Arabie saoudite, Russie et Etats-Unis ont refusé l'expression "accueille favorablement" (le rapport du Giec), que les petites îles en particulier réclament absolument. Les Petits Etats vulnérables "invite(nt) les parties à faire usage de l'information contenue dans le rapport" du Giec. "La COP reconnaît le rôle du Giec, chargé de fournir les données scientifiques pour informer les parties", ajoute le texte. Si "nous ne reconnaissons pas les enseignements du Giec, nous ne survivrons pas, nous mourrons", a dit le représentant des Maldives Mohamed Nasheed.
- **Appeler et peser sur la question des financements des politiques climatiques** notamment sur la nouvelle campagne d'appel de fonds promis par le Nord à partir de 2025. Washington a tenté de diluer la "différenciation" entre pays développés et en développement, un principe fondateur des négociations climat, l'idée étant pour les Américains, pollueurs historiques, de ne plus baser les engagements des pays sur leurs émissions passées, mais sur leurs émissions actuelles (dans ce cas ce serait à la Chine et l'Inde les deux nouveaux gros pollueurs de « payer »). Un signal fort a été donné dès l'ouverture des débats à la COP24, par la décision de la Banque mondiale de mobiliser [200 milliards de dollars pour le climat](#). Les petits pays doivent continuer à mettre la pression !
- **Faire appliquer la mention des "pertes et préjudices"** (ou pertes et dommages), un principe inscrit dans l'accord de Paris pour soutenir les pays en développement déjà confrontés aux impacts du réchauffement. C'est-à-dire ce qui est irréversiblement perdu en raison du dérèglement climatique. Cela concerne surtout les petits Etats insulaires. Fanny Petitbon, de Care France, s'alarme : « On a des territoires qui sont en train de disparaître sous le niveau de la mer. On est en train de perdre des vies humaines. Vous ne pouvez pas l'ignorer ». Pour l'instant, les pertes et dommages sont dilués dans des chapitres sur d'autres thèmes alors que, pour les ONG, c'est un sujet à part entière qui devrait avoir une place importante dans les textes.